

Les universitaires peuvent-ils contribuer à rendre possibles les réformes profondes dont la Belgique aurait besoin ? « Yes we can », répondent à l'unisson Philippe Van Parijs (UCL) et Paul De Grauwe (KUL). La fin d'une indifférence mutuelle entre « intellectuels » et « politiques » ?

WILLIAM BOURTON ET VÉRONIQUE LAMQUIN

Ils veulent repenser la Belgique, sans tabou

Le 30 avril, Philippe Van Parijs et Paul De Grauwe convient économistes, géographes, historiens, juristes à repenser la Belgique. Première manifestation concrète – ouverte au public – d'un projet qu'ils ont lancé l'été dernier. Partant d'un sentiment partagé que les universitaires ont « la responsabilité », « même le devoir » de dépasser l'immédiateté de la politique, de lui donner de la hauteur de vue, de lui souffler idées et pistes de réflexion, ils ont décidé de mouiller leur maillot. Très vite, ils ont rallié à leur initiative (« ce n'est ni un think thank ni un cercle ») Bea Cantillon (université d'Anvers), Erik Schokkaert (KUL), Mathias Dewatripont (Solvay Brussels School) et Jacques-François Thisse (UCL). Rejoints par une trentaine d'universitaires, ils ont tenu un workshop en décembre. Aujourd'hui, ils passent à la vitesse supérieure : colloque public, e-books thématiques. Et ce n'est pas fini, puisque Van Parijs et De Grauwe se donnent pour mission « de repenser en profondeur, de manière ouverte, rigoureuse et non partisane ce que peuvent et doivent devenir à long terme les institutions de l'Etat fédéral belge, ou de toute autre configuration politique, compte tenu d'un contexte européen en pleine évolution ».

Pourquoi cette initiative ?

Philippe Van Parijs Un tilt assez prolongé fut la crise gouvernementale, les soubresauts du gouvernement Leterme... Cela a un peu cristallisé un sentiment, déjà présent chez un certain nombre d'universitaires, qu'il fallait qu'on se mouille le maillot un petit peu plus. Parce que les politiques avaient des difficultés à donner corps aux réformes qu'il était important de mettre en place. Le rôle des politiques n'est bien sûr pas simple : ils sont pris dans la compétition électorale, ils viennent avec des promesses sur des choses relativement mineures par rapport aux réformes fondamentales, mais sur lesquelles l'accent est mis dans la campagne et l'après-campagne. Nous, universitaires, nous avons beaucoup plus de liberté – et, par conséquent de responsabilités. Mais nous avons été séparés en deux communautés, vu l'évolution institutionnelle. Nous n'avons donc plus de points de contact systématiques. Résultat : les intellectuels se parlent par médias interposés. Or, si on veut aider les politiques à prendre les décisions qui sont dans l'intérêt de chacun, il faut qu'on crée un lieu où les intellectuels, les universitaires de part et d'autre de la frontière lin-

guistique puissent mener une discussion intelligente, sans tabou, sur les réformes.

Peut-on discuter de tout ? Doit-on rester dans un cadre qui est la Belgique ?

Paul De Grauwe La plupart des académiques qui participent ont plutôt la volonté de maintenir l'Etat fédéral. Mais même cela doit être discutable. On ne peut pas, nous-mêmes, avoir des tabous, et dire : on ne veut pas discuter du séparatisme. On veut être constructifs : aujourd'hui, la Belgique est une fédération. On est tous d'accord sur la nécessité de changer le modèle. Dans quelle direction, cela reste ouvert.

Ph. V. P. La seule restriction c'est qu'il faut venir avec des arguments. Pas seulement avec des vociférations ou des émotions.

P. D. G. En Flandre comme en Wallonie, il y a des tabous. Souvent pour des contenus assez triviaux. Nous, on doit prendre de la distance. Et là, nous avons un avantage : notre liberté de penser (et le devoir de l'employer).

Comment vos travaux vont-ils « remonter » vers les politiques ?

P. V. P. Via les e-books, si les médias en parlent parce qu'ils trouvent cela intéressant... Mais il y a un autre effet plus fondamental : la mise en contact des gens. La création de réseaux ne viendra pas uniquement de nous, coordinateurs, mais également des contacts particuliers entre chercheurs plus jeunes qui, sinon, s'ignoraient. Ils pourront faire des trucs conjoints, s'emparer d'idées et de propositions. On veut créer ce terreau fertile pour faire advenir des tas d'initiatives qui nous échappent mais qui sont impossibles actuellement, par l'absence de contact, par l'absence de confiance, par la peur de l'autre. ■

REPÈRES

L'idée ? « Rethinking Belgium in the European Context ». Soit repenser en profondeur, sans tabous, les institutions de l'Etat belge. Un travail de longue haleine, qui trouve une première concrétisation, le 30 avril, sous la forme d'un colloque.

Le programme ? Disponible sur www.rethinkingbelgium.eu.

Le lieu ? Fondation universitaire, 11, rue d'Egmont, 1000 Bruxelles.

Pour en être ? Il suffit de s'inscrire (c'est gratuit) avant ce jeudi.



© ALAIN DEWEZ.

Philippe Van Parijs

Professeur à l'UCL, où il anime la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale, Philippe Van Parijs est également professeur invité à Harvard. Dernière publication : « L'Allocation universelle » (Ed. La Découverte, avec Yannick Vanderborght).

Paul De Grauwe

Professeur d'économie internationale à la K.U. Leuven, Paul De Grauwe fut parlementaire VLD, de 1991 à 2003, comme sénateur et comme député. Dans sa bibliographie, citons « Economie de l'intégration monétaire » (Ed. De Boeck).

Pourquoi académiques et politiques se parlent-ils si peu ?

Quelque part, votre initiative part d'un constat de carence : en Belgique, les relations entre le monde universitaire et le monde politique ne sont pas naturelles, et encore moins systématiques...

Paul De Grauwe (P. D. G.). Non, en effet. On n'a pas cette tradition, comme dans certains autres pays, où il existe quelque chose de structuré – en Allemagne, par exemple, où existe un Conseil indépendant d'experts économiques, instauré par la loi, qui est un acteur important dans le débat économique dans ce pays. En Belgique, les institutions de ce type – comme le Conseil supérieur des finances, par exemple – sont tellement infiltrées par le politique que cela ne marche pas trop bien.

Alors voilà, on est là, on met en place une infrastructure de réflexion et de débats... Parfois ces débats resteront entre nous mais à d'autres moments, j'en suis sûr, quand l'actualité sera propice, ces débats auront un effet au niveau politique. L'idée est également de créer une dynamique et, à terme, de proposer certaines choses. On n'est pas là seulement comme un « debating club » ! Implicitement, à un moment, on devrait aboutir à des choses pratiques, à des propositions qui devraient pouvoir être employées.

On reproche souvent aux intellectuels de se cantonner dans leur tour d'ivoire. Pourquoi ne s'engagent-ils pas plus ?

Philippe Van Parijs (Ph. V. P.). Parce qu'il n'y a que mille minutes utilisables par jour...

P. D. G. Dans le passé, les professeurs (d'université) faisaient ce qu'ils voulaient, il n'y avait aucun contrôle. Aujourd'hui, les jeunes chercheurs sont assujettis à des « contrôles de performances » – alors que moi, quand j'ai commencé, la seule chose qui importait était l'âge. Désormais, on regarde ce qu'ils ont publié dans les journaux internationaux. Cela introduit une pression très forte. De sorte que l'on ne dégage plus de temps pour d'autres choses, jugées « moins importantes ».

Ph. V. P. C'est vraiment ça. Le temps est limité et la valorisation de publications scientifiques dans des revues bien cotées

est beaucoup plus grande que la valorisation d'une participation à une réflexion ou de la publication d'une Carte blanche dans Le Soir. Souvent, la stabilité de leur emploi en dépend.

C'est sous la pression, quand on se rend compte que l'on reste bloqué, qu'on perd son temps sur des trucs relativement triviaux, que l'on se dit qu'il faut quand même en faire un peu plus... Dans mon cas, cela fait partie de mes tâches universitaires – dans la mesure où je suis responsable d'une chaire à l'UCL (la Chaire Hoover), qui a pour missions, d'une part, de veiller à ce qu'il y ait réflexion de nature éthique dans l'enseignement et la recherche au sein de notre Faculté des sciences économiques, sociales et politiques et, d'autre part, de contribuer à la dimension éthique du débat public. Mais au-delà même, je considère qu'intervenir dans le débat public fait partie de notre responsabilité d'universitaires. Prétendre, comme certains de mes collègues, que pour être vraiment un intellectuel, un « académique responsable », il faut se limiter à se prononcer simplement dans sa petite sphère d'expertise – toujours plus petite, puisque la connaissance devient toujours plus vaste –, c'est irresponsable aujourd'hui ! Il faut prendre la peine, avec l'aide de bons collègues – car on connaît si peu de choses individuellement aujourd'hui... – de faire une espèce d'image synthétique de ce qui est en train de se passer dans notre monde, dans notre société, dans notre économie, et, à la lumière de nos valeurs, de ce qu'on croit être juste, faire des propositions quant à la direction dans laquelle il faut aller. C'est une tâche passionnante. Pas uniquement pour des philosophes, mais également pour des météorologues, des géographes ou des historiens, en travaillant sous le contrôle des autres. C'est fondamental, singulièrement dans un petit pays comme le nôtre où, finalement, on ne compte pas tellement d'intellectuels.

Et de l'autre côté de la barrière :

les politiques sont-ils « réceptifs » ?

P. D. G. Du côté du monde politique (rappelez-vous que Paul De Grauwe fut parlementaire VLD de 1991 à 2003), il existe une certaine ambiguïté. D'une part, il y a la pres-

sion du quotidien, de la politique au jour le jour. Mais en même temps, il y a quand même ce désir d'écouter, chez beaucoup de mes ex-collègues, ce désir d'idées. Il ne faut pas être trop cynique avec le monde politique.

« Le personnel politique actuel est incapable de se projeter au-delà de la prochaine échéance électorale », entend-on parfois...

P. D. G. Oui : « Il n'y a plus d'hommes d'État » et « Dans le temps, les étudiants étaient plus intelligents », ce genre de choses... Il existe une mythologie du passé.

Ph. V. P. C'est en effet une illusion d'optique : on retient du passé les plus grands et on finit par croire qu'ils étaient tous grands, tandis que parmi ceux d'aujourd'hui, on voit des grands et des petits...

Cela dit, je pense qu'il existe bel et bien une sorte de « court-termisme », qui est sans doute plus important qu'auparavant, en raison de la volatilité de l'électorat. Dans le passé, on connaissait des électors beaucoup plus stables parce qu'ils étaient embrigadés dans des organisations plus fortes. Aujourd'hui, vu cette volatilité plus grande de l'électorat, il faut se préoccuper constamment de communication, de ce qui va être répercuté sur YouTube un million de fois si l'on fait une grosse gaffe, etc. Du coup, il existe une fragilité des projets à long terme plus grande qu'auparavant.

D. G. On croit que nos politiciens étaient de meilleure qualité auparavant mais la vérité est qu'ils avaient le luxe de ne pas devoir se préoccuper de cette pression...

Ph. V. P. Et en même temps, il faut que les leaders politiques aient la formation et le tempérament pour être capables de comprendre ce que les universitaires pourraient dire. Parce que si ce qui compte pour être placé, c'est d'avoir été un bon joueur de football ou d'avoir été une star de la chanson... il n'y pas de garantie que ces personnes soient aussi sensibles aux arguments pour ou contre la régionalisation du marché du travail. Alors il se peut que, par chance, on ait de grands gabarits intellectuels qui sont par ailleurs des académiques de haut vol, comme Franck Vandembroucke ou Paul Magnette... Mais il n'y a aucune garantie que le système politique et le système électoral leur donnent les compétences dans les domaines clefs, où mobiliser cette intelligence collective est particulièrement important. ■

Pourquoi les intellectuels belges dialoguent-ils en anglais ?

Philippe Van Parijs s'est plus d'une fois fait le défenseur de l'anglais, arguant que la langue de Shakespeare s'est imposée comme langue de travail dans maintes enceintes belges... Pas étonnant, dès lors, que le colloque qu'il a mis sur pied avec Paul De Grauwe impose des échanges anglophones...

Biffer le français et le néerlandais d'une réflexion sur la Belgique, cela n'a pas suscité de réactions ?

Paul De Grauwe Si ! Sans cette contrainte, certaines personnes, qui ont refusé, auraient participé.

Philippe Van Parijs L'obstacle de la langue fait qu'il y a une sorte d'auto-élimination. Surtout parmi les plus âgés ; d'ailleurs, parmi les juristes que les économistes.

Mais au fond, pourquoi l'anglais ?

P. D. G. Les temps changent. Dans la nou-

velle génération flamande, la plupart des gens ne sont pas capables d'avoir une conversation d'un certain niveau en français. Même ceux qui ont une formation universitaire. Alors qu'avant, tous les Flamands qui avaient une formation universitaire parlaient français de façon courante. Côté francophone, c'est pareil. Dès lors, comment dialoguer, sinon par l'anglais, qui devient de plus en plus la lingua franca ?

En Flandre plus qu'en Wallonie ?

P. V. P. La proportion de jeunes Wallons qui parlent bien ou très bien anglais excède largement la proportion de ceux qui parlent bien ou très bien le néerlandais ! Du reste, l'anglais est aujourd'hui la seconde langue, tant en Flandre qu'en Wallonie, pour les plus jeunes générations. Mais ce n'est pas le seul argument qui plaide en faveur de l'anglais. Il y a aussi notre volonté de fonctionner immédiatement de manière in-

ternationale. Autrement dit, on veut associer des chercheurs étrangers qui travaillent sur des problèmes semblables aux nôtres.

Or, si, par le passé, une part importante de ceux-là communiquaient en français, ce n'est plus le cas. Si on veut vraiment les associer, les faire venir facilement, leur demander de lire nos textes, de les commenter, il faut le faire en anglais. Comme dans l'ensemble du monde universitaire. Et puis, il y a une dernière raison : l'avenir de Bruxelles, c'est aussi l'avenir de toute la communauté internationale basée dans la capitale. Et là, il y a certes une part importante de cette communauté qui peut encore communiquer en français, mais c'est une part décroissante. Alors qu'ils peuvent tous communiquer en anglais. D'ailleurs, parmi les inscrits au colloque du 30 avril, il y a énormément de personnes de la Commission européenne, du Parlement européen, etc. Qui sans doute ne se seraient pas inscrits si on avait fonctionné avec un système où chacun parle sa langue. ■

► P. 20 L'ÉDITO

La chronique

Vraiment rien à déclarer ?



Alain Berenboom
Romancier

Qu'est-ce qui évoque mieux les vacances que l'aéroport ? Ah ! le ring, quand surgit enfin cette indication exotique sur fond blanc : Zaventem, suivi du dessin d'un avion qui se crashe. En route pour Zaventem, c'est déjà un peu se glisser vers ailleurs. Les embouteillages au milieu des fumées des camions polonais ou croates, la queue pour atteindre l'aérogare, la queue pour s'enregistrer, la queue pour le café, un avant-goût de ce qui vous attend à la montagne ou à la mer. La dé-ten-te ! Et la queue pour le passage devant le policier fédéral de faction. Affronter son regard, son grognement devant vos papiers puis ce geste si doux de la main qui signifie : bonnes vacances ! Ou quelque chose d'approchant. Vous êtes passé, vous voilà dans la zone de transit.

Un coup d'œil derrière. Soulagement. Derrière vous, une famille genre qu'à pas l'air de chez nous et sur laquelle se jette le fonctionnaire zélé va retenir la file un sacré temps.

Vous pensiez en avoir fini ? Avant la queue pour montrer sa carte d'embarquement et la queue pour monter à bord, n'oubliez pas la queue devant les portiques de sécurité. Aussi dépaysant qu'un séjour à la prison de Forest ou au centre fermé de Vottem : enlevez votre montre, ôtez votre ceinture, déchaussez-vous ! Votre portefeuille dans un bac, avec vos bagues, et vos dents en or.

Oh ! Au passage, le portique, décidément facétieux, a décidé de lâcher un joyeux ding, ding ? Tous les regards se braquent sur vous. Les flics relèvent la tête. Les autres passagers s'écartent, un peu inquiets. Direction, la cabine, s'il vous plaît (un gardien de l'ordre dit toujours s'il vous plaît, vous avez remarqué ?) Déshabillez-vous en règle devant un bonhomme qui parcourt votre corps d'un air méfiant avec un appareil type compteur Geiger pour vérifier que vous n'êtes pas une bombe nucléaire vivante, qui va faire exploser dans trois minutes Zaventem waar Vlamingen thuis zijn.

Enfin ! Votre fauteuil dans l'avion ! A peine avez-vous fermé les yeux qu'un signal interpestif vous impose la séance de démonstration des consignes de sécurité. Si l'appareil tombe en mer, si la cabine est soudain dépressurisée, si le feu se déclare, si... Excusez-moi, on peut sortir ? Oui, mais seulement entre deux gendarmes, car qui voudrait abandonner la route tant envinée des vacances, sinon un dangereux terroriste ? Voilà le sort d'un bon Bruxellois de souche.

Alors, songez comment les robots qui peuplent l'Office des étrangers accueillent un étudiant d'origine camerounaise, pressé de revenir en Belgique où il a brillamment réussi quatre années de polytechnique...

www.berenboom.com

LE SOIR

SA ROSSEL ET C^{IE}
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Président
et éditeur responsable
Patrick Hurbain
Administrateur délégué
Bernard Marchant

Administration générale
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.55.55

JOURNAL LE SOIR
Directeur général
Daniel Van Wyllick
Rédactrice en chef
Béatrice Delvaux
Secrétaire général
Benoît Senden
Rédacteur en chef adjoint
Luc Delfosse
Chefs des éditions
Eric Deffet
Thierry Florilli
Olivier Mouton
Pierre-Yves Warnotte
Responsable du Soir en ligne
Philippe Laloux

Rédaction centrale
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.54.32
Téléfax : 02-225.59.14
ou 02-225.59.10
Courrier des lecteurs
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Téléfax : 02-225.51.31
E-mail : forum@lesoir.be

Agenda du MAD
Téléfax : 02-225.59.14
E-mail : agenda.mad@lesoir.be
lesoir.be (internet)
http://www.lesoir.be
Tél. : 02-225.54.32
E-mail : internet@lesoir.be

Archives
Service Phodoc
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles

PUBLICITÉ
Rosel Advertising
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
CCP de Rosel et C^{ie}
000-0005675-49
Annonces téléphonées
Tél. : 02-225.55.00
Téléfax : 02-225.59.06
E-mail : annonces.tel@lesoir.be
Annonces - Publicité
Tél. : 02-225.55.55
Téléfax : 02-225.59.08
ou 02-225.59.00

ABONNEMENTS
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.53.10
Téléfax : 02-225.59.01
E-mail : abonnements@lesoir.be
Chèques-échange
3 mois (75 chèques)
EUR 80,00

Abonnements
3 mois EUR 70,00
6 mois EUR 135,00
12 mois EUR 248,00
Compte ING
n° 310-0496377-17

VENTES
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.52.84
Téléfax : 02-225.52.14
E-mail : ventes@lesoir.be

Boîtes distributrices
EUR 1,00

Prix de vente à l'étranger
Allemagne EUR 2,00
Chypre EUR 2,95
Croatie HRK 25,00
Espagne EUR 1,90
France EUR 1,90
Grande-Bretagne GBP 1,30
Grèce EUR 1,90
Italie EUR 1,90
Irlande EUR 3,40
Maroc MAD 25,00
Portugal EUR 1,90
Républ. tchèque CZK 70,00
Suisse CHF 4,00
Tunisie TND 3.500,00
Turquie YTL 5,00

N° commission paritaire
France 0708 U 83380

MARKETING ET COMMUNICATION
Rue Royale, 100
1000 Bruxelles
Tél. : 02-225.52.01
Téléfax : 02-225.59.19

Ce journal est protégé par le droit d'auteur, tous droits réservés. © Rosel & C^{ie} S.A. - Le Soir, Bruxelles, 2009. Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, etc., en de nombreux exemplaires, les utiliser commercialement, les scanner, les stocker et/ou les diffuser électroniquement, veuillez contacter Copiepresse au 02-558.97.80 ou via info@copiepresse.be. Plus d'infos : http://www.copiepresse.be.